

DSK : homme providentiel ?

Pour qui ?

Eric Vilain

La bande dessinée de Goscini et Uderzo nous a rendu familiers les fantasmes de pouvoir du vizir Iznogoud qui veut devenir calife à la place du calife. Nous sommes depuis trop longtemps habitués au spectacle confondant des Iznogoud du Parti socialiste qui se chamaillent et se posent en candidats pour l'élection présidentielle – chamailleries dont on peut se demander si elles ne servent pas de paravent pour masquer les vrais problèmes de la population laborieuse : attaques sur les retraites, attaques à venir sur la sécurité sociale, etc. Et pour masquer l'incapacité du Parti socialiste à proposer la moindre idée neuve.

On croyait avoir tout vu, mais non : le parti socialiste semble avoir des réserves inépuisables de diables à ressort pour occuper la scène médiatique et occulter les vrais problèmes : parmi les Iznogouds putatifs se trouve un candidat dont on ne sait même pas s'il est candidat, mais que tout le monde désigne comme tel, et à qui d'aucuns – d'aucunes, dirais-je – attribuent tout de même un poste au gouvernement dont elle serait élue calife ! Je parle évidemment de Dominique Strauss-Kahn, que nombre de socialistes désignent comme le parfait anti-Sarkozy, et que Ségolène Royal verrait bien comme Premier ministre.

Les médias eux-mêmes semblent prendre fait et cause pour la candidature du directeur général du Fonds monétaire international – organisme qui est, rappelons-le, directement partie prenante dans la mise en œuvre des mesures qui aboutissent à la liquidation générale des services publics dont nous sommes les témoins impuissants, à la liquidation du système de retraite par répartition et à la liquidation future de notre système de sécurité sociale.

On comprend dès lors que les médias, sondages à l'appui, et les grands patrons voient dans DSK l'homme providentiel qui permettra de consolider, grâce à un vague vernis de gauche, les réformes effectuées à la machette par Sarkozy. Il est vrai que les médias, pour la plupart, et les grands patrons (Lagardère, Bouygues, Dassault), c'est un peu bonnet blanc-blanc bonnet, puisque ces derniers possèdent les premiers...

Les grands patrons sus-mentionnés, eux, n'ignorent pas ce que les promoteurs de la candidature Strauss-Kahn occultent, et que nombre d'électeurs éventuels ignorent : DSK, comme ministre de l'économie et des finances ¹, a été un acteur majeur de la grande campagne de privatisations initiée sous le gouvernement Jospin : lorsqu'il quitte son poste en novembre 1999, il n'y a plus de secteur financier public : un an et demi aura suffi pour le liquider. Le GAN, le Groupe Caisse d'Épargne, le CIC, le Crédit Lyonnais, le Crédit Foncier de France, la Marseillaise de Crédit auront été privatisés, c'est-à-dire offerts aux actionnaires.

A l'initiative de Strauss-Kahn, le gouvernement Jospin a davantage privatisé que les gouvernements de droite présidés par Balladur et Juppé : Airbus, Air France, Thomson-CSF, France-Télécom, Thomson Multimedia sont passés à la moulinette.

Citons encore le secteur de l'énergie : en accord avec les positions de l'Organisation mondiale du commerce, Strauss-Kahn soutient l'adhésion du gouvernement Jospin aux propositions européennes qui aboutiront peu après, sous la droite, à la privatisation d'EDF-GDF.

Strauss-Kahn prend des mesures qui, avec entre autres les stock options, permettent les rémunérations pharaoniques des hauts dirigeants d'entreprises. Il lance en outre l'idée de fonds de pension «à la française». Il pousse Jospin à remettre en cause tous les engagements que le PS avait pris envers les électeurs en 1997, parmi lesquels le renforcement des services publics.

On ignore que Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international, est directement impliqué dans la situation dramatique

¹ 04 juin 1997 – 02 novembre 1999.

d'endettement des pays du Nord. En effet, les grands financiers internationaux ont obtenu une chose *invraisemblable* : les pouvoirs publics ne peuvent plus emprunter de l'argent aux organismes publics de crédit – lorsqu'ils n'ont pas été eux-mêmes liquidés – à des taux qui étaient par nature beaucoup plus avantageux que ceux proposés par les banques privées. Les pouvoirs publics ne peuvent plus emprunter qu'aux organismes financiers privés dont les taux sont beaucoup plus importants que ceux des institutions financières publiques : c'est là une des principales causes de leur énorme endettement. C'est une fantastique ponction des actionnaires privés opérée au détriment des contribuables européens.

Pourtant, si les Etats ne peuvent pas faire appel aux organismes financiers publics pour emprunter, ils sont largement sollicités pour renflouer les banques lorsque celles-ci, par leur rapacité spéculative, provoquent des catastrophes planétaires : là encore, les contribuables sont une fois de plus ponctionnés.

Sous la direction de Strauss-Kahn, le Fonds monétaire international n'a rien fait d'autre que poursuivre sa politique traditionnelle :

- ◆ Réduction des salaires de fonctionnaires ; liquidation des retraites par répartition au profit des assurances privées ; réduction des investissements dans la santé, l'éducation, la culture.
- ◆ Vente des services publics aux multinationales.
- ◆ Liquidation du droit du travail pour instaurer la flexibilité, pour faciliter les licenciements, pour favoriser les délocalisations.
- ◆ Exonérer les sociétés privées de cotisations sociales, réduire leurs impôts pour maximiser les profits.

Cette politique-là, le directeur général du FMI l'a défendue, promue non seulement dans les pays du tiers monde mais en Europe même.

Concernant le seul problème des retraites, DSK se trouve à un niveau de réflexion confondant. Interrogé dans l'émission « A vous de juger » sur France 2, il déclare refuser tout dogme sur l'âge de départ à la retraite : « Je ne pense pas qu'il faille y avoir de dogme. Le monde change très vite et on vit dans la mondialisation, qui a des avantages, des inconvénients, mais c'est la réalité, il faut tenir compte

de cela ». C'est donc la tarte à la crème de la « mondialisation » qui impose de travailler plus longtemps. DSK estime que si on « vit 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans » (rapporté par *Le Figaro*, 20 mai 2010). Il est étonnant de constater à quel point tous ceux qui n'ont « pas de dogme » sur la question sont *tous* d'accord pour faire travailler les salariés plus longtemps – accusant explicitement ceux qui veulent maintenir la retraite à 60 ans d'être, eux, des « dogmatiques ».

On ne s'étonnera donc pas que DSK ait approuvé les réformes de Sarkozy sur la retraite.

On ne s'étonnera pas non plus que la perspective d'une candidature Strauss-Kahn soit particulièrement bien perçue par le patronat : doté d'une stature internationale, offrant, vu ses fonctions actuelles, toutes les garanties, il constitue le successeur idéal d'un Sarkozy quelque peu dévalué. Par ailleurs, rien de tel qu'un « socialiste » pour faire passer la réforme sur les retraites, pour mettre un peu de baume sur les plaies provoquées par les coups de hache du gouvernement Sarkozy-Fillon.